

## Flash Economie

4 janvier 2019 - 13


### Les politiques monétaires peuvent-elles assurer la solvabilité budgétaire sans qu'il en résulte d'autres désordres ?

Une des interprétations des politiques monétaires très expansionnistes menées aujourd'hui dans les pays de l'OCDE est qu'elles assurent la solvabilité budgétaire des Etats. Le côté positif de ce choix des Banques Centrales est qu'il évite les crises des dettes publiques. Mais n'y a-t-il pas de côté négatif ? Est-ce un pur « free lunch » : les politiques monétaires expansionnistes évitent-elles les crises des finances publiques sans qu'il y ait de coût associé ?

En réalité ces politiques sont dangereuses :

- elles peuvent entraîner une expansion sans limite de la taille des bilans des Banques Centrales, d'où un risque de « fuite devant la monnaie » (les agents économiques se débarrassent de la monnaie pour acheter des biens ou des actifs réels, d'où soit l'inflation soit des bulles sur les prix de ces actifs) ;
- elles peuvent inciter les Etats à ne pas stabiliser les taux d'endettement publics ce qui rend ces politiques irréversibles ;
- elles permettent de financer des investissements inefficaces ;
- elles écrasent anormalement les primes de risque sur les actifs risqués ;
- elles empêchent les Banques Centrales de réagir à des chocs qui nécessiteraient normalement qu'elles augmentent leurs taux d'intérêt.

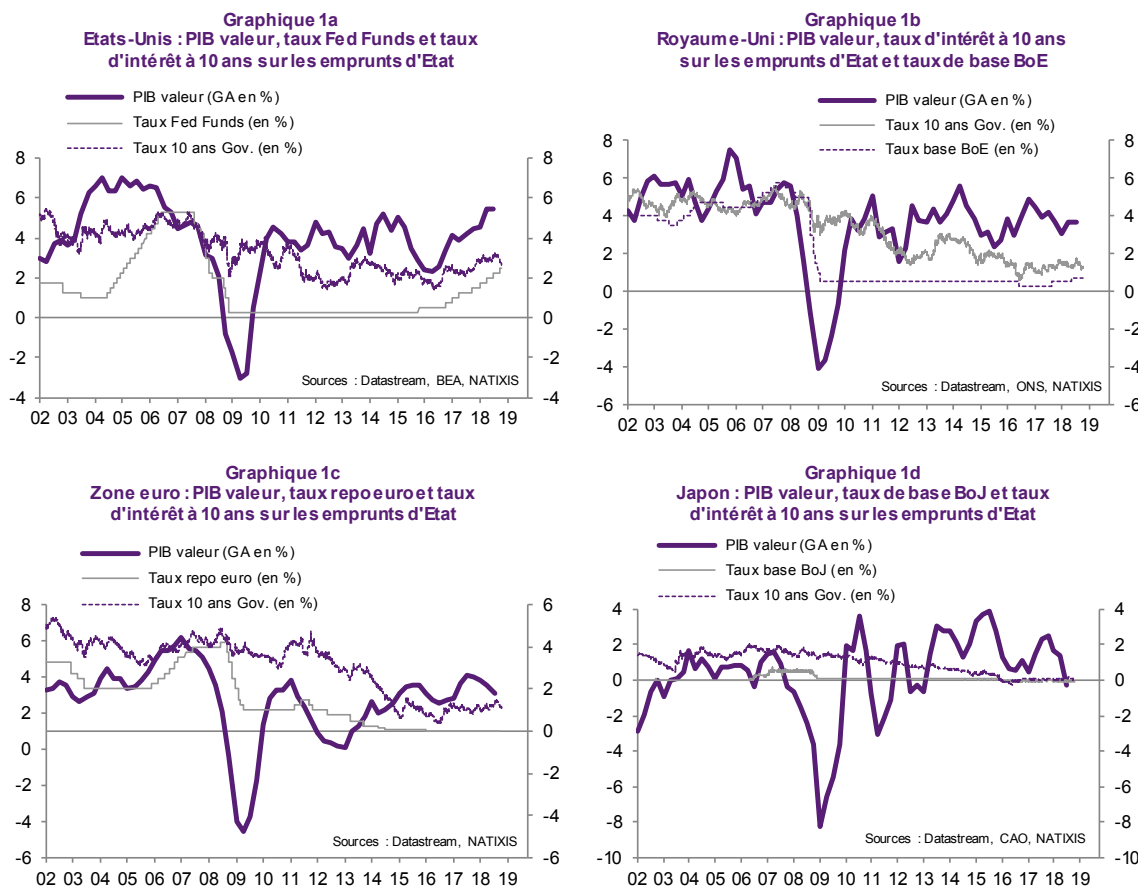
Il n'y a donc pas de « free lunch » associé aux politiques monétaires qui assurent la solvabilité budgétaire.

**Patrick Artus**  
Tel. (33 1) 58 55 15 00  
patrick.artus@natixis.com  
 @PatrickArtus

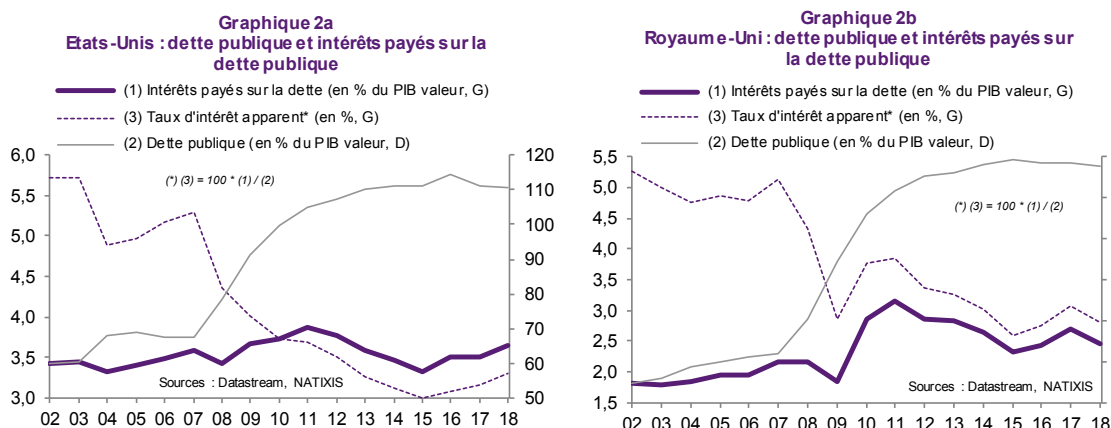
[www.research.natixis.com](http://www.research.natixis.com)

## Les politiques monétaires expansionnistes assurent la solvabilité budgétaire

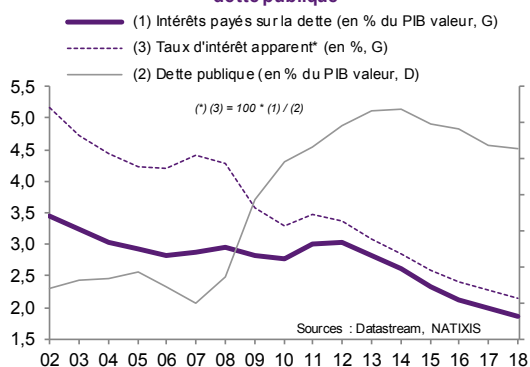
Dans tous les pays de l'OCDE, les taux d'intérêt sont aujourd'hui beaucoup plus bas que les taux de croissance (graphiques 1a/b/c/d).



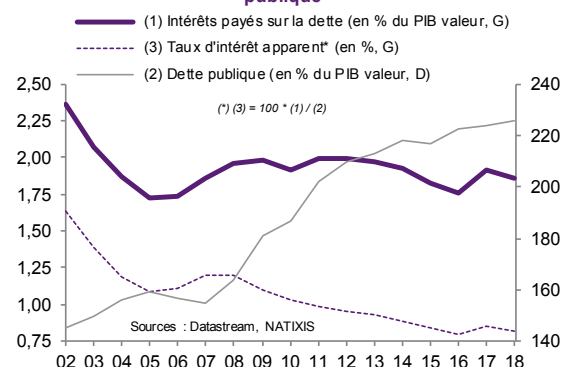
Une des interprétations de cette politique monétaire est qu'elle assure la solvabilité budgétaire des Etats. Si les taux d'intérêt étaient restés au niveau de la croissance en valeur, les paiements d'intérêts sur les dettes publiques seraient beaucoup plus élevés (graphiques 2a/b/c/d) et la solvabilité budgétaire ne serait pas assurée (graphiques 3a/b/c/d).



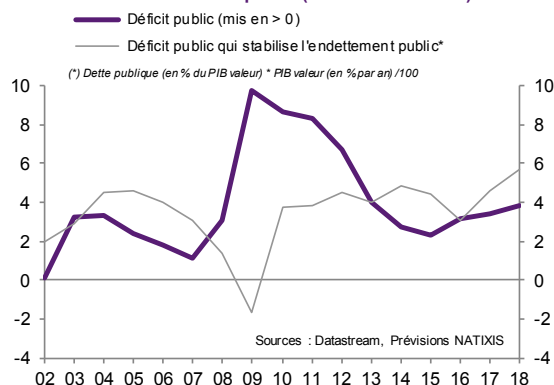
**Graphique 2c**  
Zone euro : dette publique et intérêts payés sur la dette publique



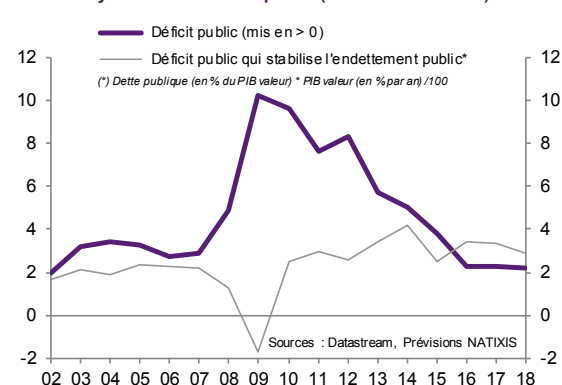
**Graphique 2d**  
Japon : dette publique et intérêts payés sur la dette publique



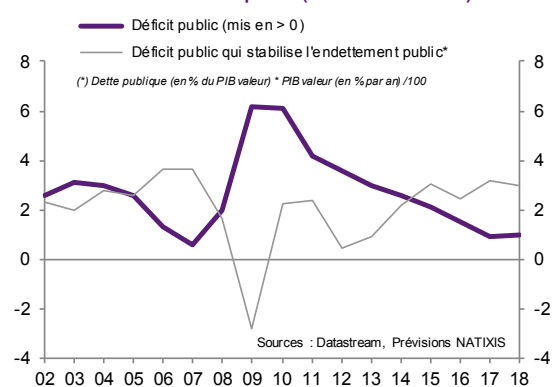
**Graphique 3a**  
Etats-Unis : déficit public (en % du PIB valeur)



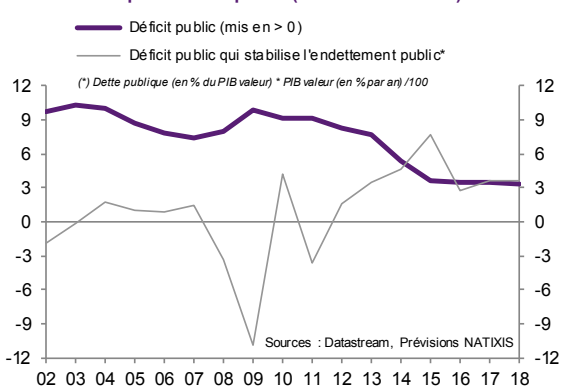
**Graphique 3b**  
Royaume-Uni : déficit public (en % du PIB valeur)



**Graphique 3c**  
Zone euro : déficit public (en % du PIB valeur)



**Graphique 3d**  
Japon : déficit public (en % du PIB valeur)



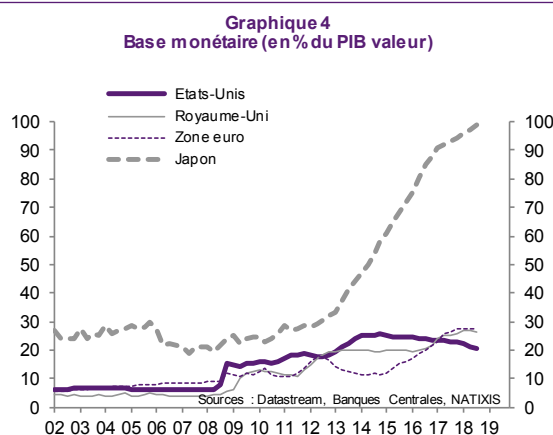
L'avantage de ce choix de politique monétaire est évidemment qu'il évite les crises des dettes publiques. Mais est-ce un « free lunch » ? N'y a-t-il pas de coût associé à cette politique qu'il faudrait comparer à son avantage ?

## Les coûts associés aux politiques monétaires qui assurent la solvabilité budgétaire

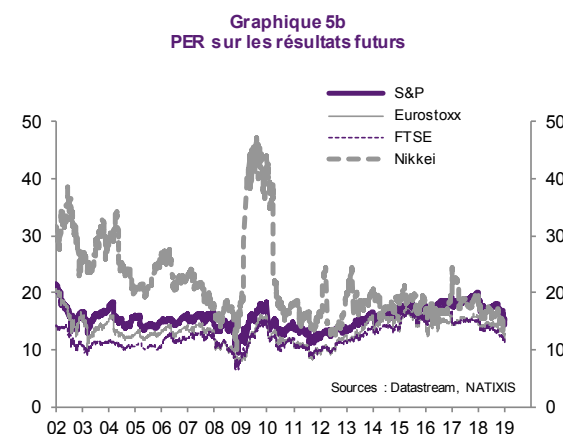
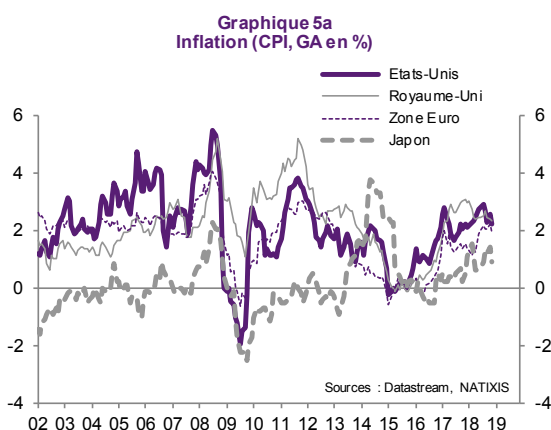
Nous voyons essentiellement **cinq coûts** associés à ces politiques.

### 1- Le risque de « fuite devant la monnaie ».

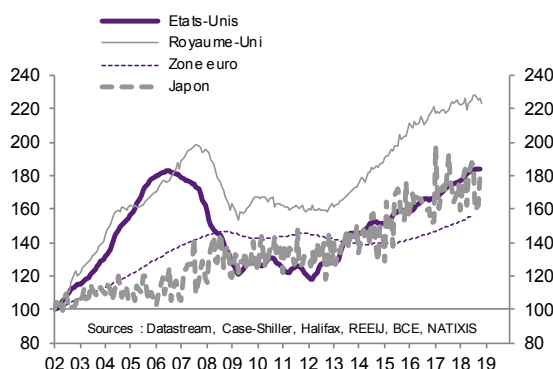
Le maintien de taux d'intérêt très bas implique des achats massifs d'obligations par les Banques Centrales, **donc une forte hausse de l'offre de monnaie (graphique 4)**.



**Il en résulte le risque de « fuite devant la monnaie »** : que les agents économiques se « débarrassent » de la monnaie et achètent des biens (ce qui amènerait l'inflation) ou des actifs réels (d'où des bulles sur les prix de ces actifs). On ne voit pas aujourd'hui d'inflation ni de valorisation excessive des actions (**graphiques 5a/b**), mais on voit une **hausse forte des prix de l'immobilier aux Etats-Unis, au Japon et au Royaume-Uni (graphique 5c)**.

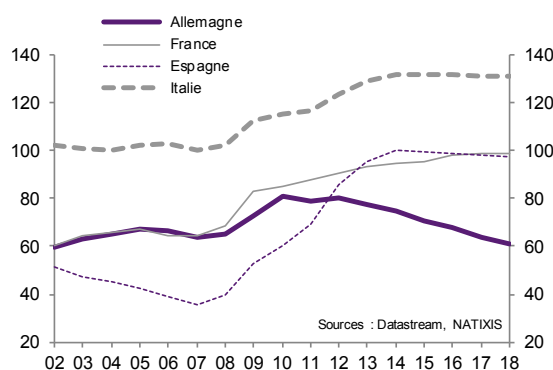


**Graphique 5c**  
Prix des maisons (100 en 2002:1)



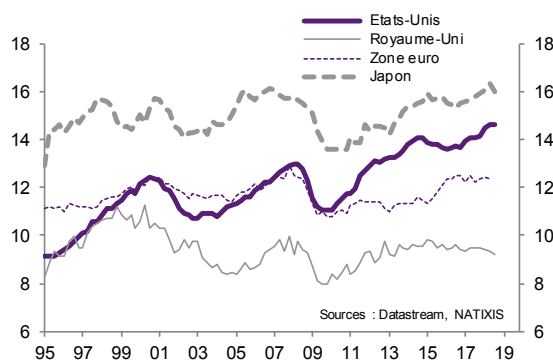
2- L'incitation pour les Etats à ne pas stabiliser les taux d'endettement public, ce qui se voit (graphiques 2a/b/c/d plus haut, graphique 6) dans la zone euro sauf en Allemagne, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, au Japon et conduit à l'irréversibilité des politiques monétaires qui assurent la solvabilité budgétaire.

**Graphique 6**  
Dette publique (en % du PIB valeur)

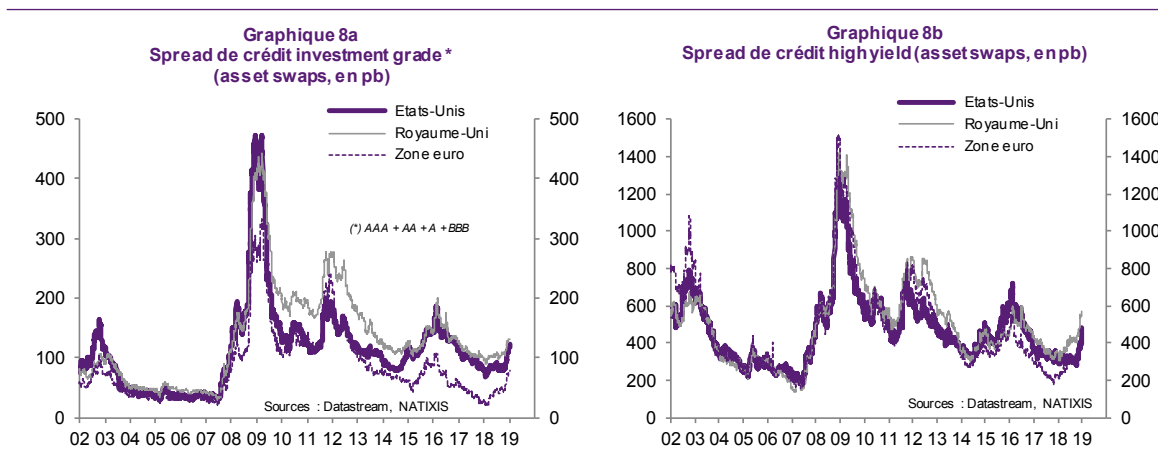


3- Le risque de financement d'investissements inefficaces, avec les taux d'intérêt inférieurs aux taux de croissance. Le graphique 7 montre un niveau d'investissement des entreprises qui semble anormalement élevé aux Etats-Unis.

**Graphique 7**  
Investissement total des entreprises  
(volume, en % du PIB volume)



- 4- **L'écrasement des primes de risque** (les graphiques 8a/b montrent l'exemple des spreads de crédit), **qui implique que les investisseurs ne reçoivent plus de rémunération normale du risque**, et qui vient du report des investisseurs vers les actifs risqués dû au niveau anormalement bas des taux d'intérêt sans risque.



- 5- **L'impossibilité pour les Banques Centrales de réagir à un choc** (inflation, bulle sur les prix des actifs) **qui nécessiterait une hausse des taux d'intérêt** avec le risque que cette hausse conduise à la perte de la solvabilité budgétaire.

## Synthèse : il n'y a pas de « free lunch »

Les politiques monétaires des pays de l'OCDE empêchent aujourd'hui qu'il y ait une crise des dettes publiques. Mais ce n'est pas un « free lunch », ces politiques ont de multiples coûts ou font courir de multiples risques : fuite devant la monnaie, incitation à ne pas stabiliser les taux d'endettement publics, investissements inefficaces, écrasement anormal des primes de risque, irréversibilité de cette politique et impossibilité pour les politiques monétaires de répondre à d'autres chocs.

## Avertissement

Ce document d'informations (pièces jointes comprises) est strictement confidentiel et s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels ou d'investisseurs qualifiés. Il ne peut être divulgué à un tiers sans l'accord préalable et écrit de Natixis. Si vous recevez ce document et/ou toute pièce jointe par erreur, merci de le(s) détruire et de le signaler immédiatement à l'expéditeur. La distribution, possession ou la remise de ce document dans ou à partir de certaines juridictions peut être limitée ou interdite par la loi. Il est demandé aux personnes recevant ce document de s'informer sur l'existence de telles limitations ou interdictions et de s'y conformer. Ni Natixis, ni ses affiliés, directeurs, administrateurs, employés, agents ou conseils, ni toute autre personne ne doit accepter d'être responsable à l'encontre de toute personne du fait de la distribution, possession ou remise de ce document dans ou à partir de toute juridiction.

Ce document a été préparé par nos économistes. Il ne constitue pas une analyse financière et n'a pas été élaboré conformément aux dispositions légales arrêtées pour promouvoir l'indépendance de la recherche en investissement. En conséquence, sa diffusion n'est soumise à aucune interdiction prohibant l'exécution de transactions avant sa publication.

Ce document et toutes les pièces jointes sont communiqués à chaque destinataire à titre d'information uniquement et ne constituent pas une recommandation personnalisée d'investissement. Ils sont destinés à être diffusés indifféremment à chaque destinataire et les produits ou services visés ne prennent en compte aucun objectif d'investissement, situation financière ou besoin spécifique à un destinataire en particulier. Ce document et toutes les pièces jointes ne constituent pas une offre, ni une sollicitation d'achat, de vente ou de souscription. Ce document ne peut en aucune circonstance être considéré comme une confirmation officielle d'une transaction adressée à une personne ou une entité et aucune garantie ne peut être donnée sur le fait que cette transaction sera conclue sur la base des termes et conditions qui figurent dans ce document ou sur la base d'autres conditions. Ce document et toutes les pièces jointes sont fondés sur des informations publiques et ne peuvent en aucune circonstance être utilisés ou considérés comme un engagement de Natixis, tout engagement devant notamment être soumis à une procédure d'approbation de Natixis conformément aux règles internes qui lui sont applicables.

Natixis n'a ni vérifié ni conduit une analyse indépendante des informations figurant dans ce document. Par conséquent, Natixis ne fait aucune déclaration ou garantie ni ne prend aucun engagement envers les lecteurs de ce document, de quelque manière que ce soit (expresse ou implicite) au titre de la pertinence, de l'exactitude ou de l'exhaustivité des informations qui y figurent ou de la pertinence des hypothèses auxquelles elle fait référence. En effet, les informations figurant dans ce document ne tiennent pas compte des règles comptables ou fiscales particulières qui s'appliqueraient aux contreparties, clients ou clients potentiels de Natixis. Natixis ne saurait donc être tenu responsable des éventuelles différences de valorisation entre ses propres données et celles de tiers, ces différences pouvant notamment résulter de considérations sur l'application de règles comptables, fiscales ou relatives à des modèles de valorisation. De plus, les avis, opinions et toute autre information figurant dans ce document sont indicatifs et peuvent être modifiés ou retirés par Natixis à tout moment sans préavis.

Les informations sur les prix ou marges sont indicatives et susceptibles d'évolution à tout moment et sans préavis, notamment en fonction des conditions de marché. Les performances passées et les simulations de performances passées ne sont pas un indicateur fiable et ne préjugent donc pas des performances futures. Les informations contenues dans ce document peuvent inclure des résultats d'analyses issues d'un modèle quantitatif qui représentent des événements futurs potentiels, qui pourront ou non se réaliser, et elles ne constituent pas une analyse complète de tous les faits substantiels qui déterminent un produit. Natixis se réserve le droit de modifier ou de retirer ces informations à tout moment sans préavis. Plus généralement, Natixis, ses sociétés mères, ses filiales, ses actionnaires de référence ainsi que leurs directeurs, administrateurs, associés, agents, représentants, salariés ou conseils respectifs rejettent toute responsabilité à l'égard des lecteurs de ce document ou de leurs conseils concernant les caractéristiques de ces informations. Les opinions, avis ou prévisions figurant dans ce document reflètent, sauf indication contraire, celles de son ou ses auteur(s) et ne reflètent pas les opinions de toute autre personne ou de Natixis.

Les informations figurant dans ce document n'ont pas vocation à faire l'objet d'une mise à jour après la date apposée en première page. Par ailleurs, la remise de ce document n'entraîne en aucune manière une obligation implicite de quiconque de mise à jour des informations qui y figurent.

Natixis ne saurait être tenu pour responsable des pertes financières ou d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans la présentation et n'assume aucune prestation de conseil, notamment en matière de services d'investissement. En tout état de cause, il vous appartient de recueillir les avis internes et externes que vous estimez nécessaires ou souhaitables, y compris de la part de juristes, fiscalistes, comptables, conseillers financiers, ou tous autres spécialistes, pour vérifier notamment l'adéquation de la transaction qui vous est présentée avec vos objectifs et vos contraintes et pour procéder à une évaluation indépendante de la transaction afin d'en apprécier les mérites et les facteurs de risques.

Natixis est supervisée par l'European Central bank (ECB).

Natixis est agréée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en France en qualité de Banque – prestataire de services d'investissements et soumise à sa supervision.

Natixis est réglementée par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) pour l'exercice des services d'investissements pour lesquels elle est agréée.

Natixis est agréée par l'ACPR et réglementée par les « Financial Conduct Authority » et « Prudential Regulation Authority » pour ses activités au Royaume-Uni. Les détails concernant la régulation qu'exercent la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority peuvent être obtenus sur simple demande à la Succursale de Londres.

Natixis est agréée en Allemagne par l'ACPR en qualité de Banque - prestataire de services d'investissement et soumise à sa supervision. NATIXIS Zweigniederlassung Deutschland est régulée de manière limitée par la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin) pour l'exercice en libre établissement de ses activités en Allemagne. L'envoi / la distribution de ce document en Allemagne est réalisé par / sous la responsabilité de Natixis Zweigniederlassung Deutschland.

Natixis est agréée par l'ACPR et régulée par la Banque d'Espagne (Bank of Spain) et la CNMV (Comisión Nacional del Mercado de Valores) pour l'exercice en libre établissement de ses activités en Espagne.

Natixis est agréée par l'ACPR et régulée par la Banque d'Italie et la CONSOB (Commissione Nazionale per le Società e la Borsa) pour l'exercice en libre établissement de ses activités en Italie.

Natixis est agréée par l'ACPR et régulée par la « Dubai Financial Services Authority (DFSA) » pour l'exercice de ses activités au « Dubai International Financial Centre (DIFC) ». Ce document n'est diffusé qu'aux Clients Professionnels, définis comme tels selon les règles de la DFSA ; à défaut le destinataire doit retourner le document à Natixis. Le destinataire reconnaît que le document ainsi que son contenu n'ont été approuvés par aucun régulateur ou autorité gouvernementale des pays du Conseil de Coopération du Golfe ou du Liban.

Natixis, Négociateur pour compte de tiers et pour compte propre agréé à l'étranger, ne destine la diffusion aux Etats-Unis de cette publication qu'aux « major U.S. institutional investors », définis comme tels selon les règles de la SEC.

Natixis, Négociateur pour compte de tiers et pour compte propre agréé à l'étranger, ne destine la diffusion aux Etats-Unis de cette publication qu'aux « major U.S. institutional investors », définis comme tels selon les règles de la SEC.

Ce document ne peut être distribué à aucune autre personne aux Etats-Unis. Chaque « major U.S. institutional investors » qui reçoit ce document, s'engage par cet acte, à ne pas en distribuer l'original ni une copie à quiconque. Natixis Securities Americas LLC, Négociateur pour compte de tiers et pour compte propre agréée aux Etats-Unis et membre de la FINRA, est une filiale de Natixis. Natixis Securities Americas LLC n'est impliquée d'aucune manière dans l'élaboration de cette publication et en conséquence ne reconnaît aucune responsabilité quant à son contenu. Cette publication a été élaborée et vérifiée par les collaborateurs de Natixis, qui ne sont pas associés de Natixis Securities Americas LLC et n'ont pas fait l'objet d'un enregistrement professionnel en tant qu'analyste auprès de la FINRA et ne sont donc pas soumis aux règles édictées par la FINRA.

Les opinions et avis sur des titres ou émetteurs figurant dans ce document reflètent uniquement les opinions et avis de leur(s) auteur(s). Les recommandations émises dans ce document n'influencent en aucune manière, que ce soit directement ou indirectement, la rémunération du ou des auteur(s) de ce document.

JE (NOUS), SOUS-SIGNÉ(S), LE(S) AUTEUR(S) DE CE DOCUMENT, CERTIFIE (CERTIFIONS) PAR LA PRESENTE QUE LES OPINIONS ET AVIS SUR L'ENTREPRISE OU LES ENTREPRISES ET SES OU LEURS TITRES FIGURANT DANS CE DOCUMENT REFLETTENT, SAUF INDICATION CONTRAIRE, LES OPINIONS ET AVIS DE LEUR(S) AUTEUR(S) ET QUE LES RECOMMANDATIONS, OPINIONS ET AVIS EMIS DANS CE DOCUMENT N'INFLUENCENT EN AUCUNE MANIERE, QUE CE SOIT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, LA REMUNERATION DU OU DES AUTEUR(S) DE CE DOCUMENT.

Les opinions et avis des auteurs peuvent diverger. Ainsi, Natixis, ses filiales et les entités qui lui sont liées, peuvent publier des documents et analyses contradictoires et/ou parvenir à des conclusions différentes à partir des informations présentées dans ce document. Pour toute demande d'information supplémentaire sur une opération sur un titre ou un instrument financier mentionnée dans ce document, veuillez contacter votre point de contact chez Natixis Securities Americas LLC par courrier électronique ou voie postale à l'adresse suivante 1251 Avenue of the Americas, New York, NY 10020.

Les valeurs citées peuvent faire l'objet d'avertissements spécifiques. Elles sont accessibles sur le site Natixis à cette adresse :

<https://www.research.natixis.com/GlobalResearchWeb/main/globalresearch/DisclaimersSpecifiques>